

Commission paritaire 115
Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE

Convention collective de travail du 26 septembre 2019, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, instituant un Fonds de Sécurité d'Existence et fixant ses statuts et fixant les taux de cotisations ONSS dues par les employeurs au Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie du verre

PREAMBULE

Article 1.

En application de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire de l'industrie verrière a conclu une convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts coordonnés sont fixés ci-après.

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Article 3.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 26 septembre 2019 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties, moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président et aux organisations représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière.

La présente convention est issue de la coordination de la convention collective de travail du 1^{er} septembre 1997 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, instituant un Fonds de Sécurité d'Existence et fixant ses statuts (n° 46462/CO/115), de la convention collective de travail du 28 janvier 2015, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, fixant les taux de cotisations ONSS dues par les employeurs au Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie du verre sur base de l'article 4 de la CCT du 01.09.1997 relative aux statuts du Fonds (n° 126176) et du protocole additionnel à la convention collective de travail du 28 avril 1987 instituant un Fonds de Sécurité d'Existence et fixant ses statuts.

La présente convention collective de travail remplace et abroge les deux conventions collectives de travail susmentionnées ainsi que le protocole additionnel susmentionné.

Commission paritaire 115
Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre
STATUTS COORDONNES

CHAPITRE I - DENOMINATION ET SIEGE

Article 1.

Il est institué depuis le 1^{er} octobre 1987, un Fonds de Sécurité d'Existence dénommé « Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie du verre » appelé ci-après le Fonds, dont le siège est situé rue Haute, 26-28, à 1000 Bruxelles.

CHAPITRE II - OBJET

Article 2.

Le Fonds assure le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux fixés par des conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire de l'industrie verrière, rendues obligatoires par arrêté royal en faveur des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises qui ressortissent à la commission paritaire précitée et qui sont membres d'une des organisations de travailleurs représentatives interprofessionnelles qui sont fédérées sur le plan national, ainsi que le financement de la formation économique, sociale et technique, organisée par les signataires de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III - FINANCEMENT

Article 3.

Le Fonds dispose des cotisations et des contributions patronales versées par les employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière et de l'apport des intérêts des capitaux.

Article 4.

§1 Sauf mention contraire, les cotisations dues par les employeurs sont calculées sur les rémunérations brutes des ouvriers et ouvrières visés à l'article 2 de la présente convention qui sont occupés en Belgique.

La rémunération brute est déterminée conformément aux dispositions en vigueur pour l'établissement des formulaires de déclarations destinées à l'Office national de Sécurité sociale.

Les montants des cotisations sont déterminés par la Commission paritaire de l'industrie verrière. Elles sont perçues séparément.

§2 A partir du 1er janvier 2017, les montants des cotisations, calculées sur les rémunérations brutes des ouvriers visés à l'article 2 qui sont occupés en Belgique, s'établissent sur base annuelle comme suit :

- 0,50 % pour les primes syndicales ;
- 0,065 % pour la formation syndicale ;
- 0,10 % pour les groupes à risque ;
- 0,55 % pour la formation professionnelle.

Commission paritaire 115

Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

Les cotisations visées ci-dessus seront perçues par l'Office national de sécurité sociale pour le Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie du verre, de la manière suivante :

- Premier et deuxième trimestre de chaque année : 1,22 % ;
- Troisième et quatrième trimestre de chaque année : 1,21 %.

Article 5.

§1 En ce qui concerne les travailleurs actifs, le produit des cotisations perçues par l'Office national de Sécurité sociale doit correspondre aux montants prévus à l'article 4, § 2 de la présente convention, ou aux montants fixés par convention collective d'entreprise, si ceux-ci y sont actuellement supérieurs.

Il est dès lors entendu que :

- si le montant de la cotisation perçue par l'Office national de Sécurité sociale est supérieur au montant des contributions dues par une entreprise déterminée, la différence sera remboursée par le Fonds de Sécurité d'Existence à l'entreprise concernée, à la demande de celle-ci;
- si le montant de la cotisation perçue par l'Office national de Sécurité social est inférieur au montant des contributions en question, la différence sera versée par l'entreprise concernée au Fonds de Sécurité d'Existence à la demande de celui-ci.

§2 En ce qui concerne les travailleurs bénéficiant du régime de chômage avec complément d'entreprise (anciennement appelé « prépension »), les contributions patronales, prévues par les conventions conclues au niveau de certaines entreprises, sont maintenues.

Article 6.

La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office national de Sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence.

Article 7.

Les frais d'administration du Fonds sont fixés chaque année par le comité de gestion dont la composition et les compétences sont explicitées à l'article 11 et suivant de la présente convention. Ces frais sont couverts par les intérêts des capitaux provenant du versement des cotisations prévues aux articles 3 et 4 et éventuellement par une retenue opérée sur ces cotisations dont le montant est fixé par le comité de gestion.

CHAPITRE IV - BENEFICIAIRES, MODALITES D'OCTROI ET DE PAIEMENT

Article 8.

Les ouvriers et les ouvrières cités à l'article 2 de la présente convention ont droit à des avantages sociaux dont le montant, la nature et les modalités d'octroi et de paiement sont déterminés par conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire

Commission paritaire 115

Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

de l'industrie verrière et rendues obligatoires par arrêté royal, sur proposition du comité de gestion.

Article 9.

La liquidation des avantages sociaux en faveur des ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre ne peut en aucun cas être subordonnée au paiement de la cotisation due par les employeurs et fixée conformément aux dispositions de l'article 4.

Article 10.

La liquidation desdits avantages sociaux est confiée à l'A.S.B.L. "Fonds social pour les ouvriers de l'industrie verrière" dont les statuts ont été publiés au Moniteur belge du 4 mars 1965, sous le n° 1017.

CHAPITRE V - GESTION

Article 11.

Le Fonds est géré par un comité de gestion, composé paritairement des représentants des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs. Le comité de gestion est composé de 12 membres effectifs et d'un nombre égal de membres suppléants.

La moitié de ces membres est désignée par et parmi les membres de la Commission paritaire de l'industrie verrière nommés sur proposition de l'organisation professionnelle des employeurs, l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres effectifs et suppléants de la même commission paritaire qui représentent les travailleurs.

Les membres de ce comité de gestion sont désignés pour une période égale à celle de leur mandat de membre de la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Les membres suppléants remplacent les membres effectifs absents avec les mêmes compétences.

Le mandat de membre effectif ou suppléant prend fin par démission, décès, par expiration du mandat à la Commission paritaire de l'industrie verrière par suite de démission donnée par l'organisation responsable. Le nouveau membre termine le mandat de celui qu'il remplace.

Les mandats de membre effectif ou suppléant sont renouvelables, dans les mêmes conditions que celles pour leur désignation.

Le mandat des membres du comité de gestion est gratuit.

Article 12.

Les gestionnaires du Fonds n'ont aucune responsabilité personnelle dans le cadre des engagements du Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestionnaire qui leur a été confié.

Article 13.

Commission paritaire 115

Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

Chaque année, le comité de gestion élit parmi les membres appartenant à la délégation des employeurs, un président et parmi les membres appartenant à la délégation des travailleurs, deux vice-présidents. Il désigne la ou les personne(s) chargée(s) du secrétariat.

Article 14.

Le comité de gestion dispose des droits et pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds et pour la réalisation de son objet, sans porter atteinte cependant aux dispositions légales ou à celles réservées par les statuts actuels à la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Article 15.

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par an au siège du Fonds soit à l'invitation du président agissant d'office, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion ou à la demande d'une des organisations représentées.

Article 16.

Le comité de gestion ne peut décider valablement qu'en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs.

Article 17.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix émises. Seuls les membres effectifs ou suppléants ont des voix délibératives. Le comité de gestion établit un règlement d'ordre intérieur, qui définit plus amplement les modalités de son fonctionnement.

CHAPITRE VI - SECTION "FORMATION PROFESSIONNELLE"

Article 18.

Afin d'organiser l'emploi et la formation des groupes à risque et la formation professionnelle des ouvriers et ouvrières pendant les heures de travail tels que définis à l'article 6 de la convention collective de travail du 12 mai 1997 concernant les accords pour l'emploi, les groupes à risque et la prépension conventionnelle en 1997 et 1998, il est créé la section "Formation professionnelle" dénommée ci-après la Section.

Commentaire :

Cette formation a normalement lieu pendant les heures de travail. Cependant, au cas où cette formation se passe en dehors des heures de travail, un congé compensatoire sera imputé sur les heures normales de travail.

La Section est organiquement rattachée au Fonds.

Le comité de gestion du Fonds gère la Section et établit les règles de fonctionnement et de gestion de la Section.

La comptabilité de la Section est totalement distincte de celle du Fonds.

Commission paritaire 115

Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

Le Fonds verse à trimestre échu les cotisations fixées à l'art. 4 § 2 ou avances sur ces cotisations versées par l'Office national de Sécurité sociale à la Section.

L'administration de la Section est confiée à l'ASBL Fédération de l'Industrie du Verre. Les frais d'administration à imputer sur les recettes sont déterminés dans le budget annuel.

Article 19.

L'objet de la Section est :

- de financer les initiatives pour la formation et l'emploi en faveur des groupes à risque;
- de promouvoir et de financer la formation professionnelle des ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre.

Cet objet peut être atteint de toutes les manières : la Section peut accomplir tout acte qui est en relation avec ce but et confier sa contribution de la manière la plus adéquate aux institutions et entreprises qui poursuivent le même objet.

La Section peut posséder ou acquérir tous les biens mobiliers et immobiliers qui sont nécessaires pour la réalisation de son objet et ester en justice.

Article 20.

Au sein de la Section est institué un Comité Technique. Le comité de gestion du Fonds en détermine les règles de composition et de fonctionnement.

Le Comité Technique est composé paritairement de 6 membres effectifs et de 6 membres suppléants. Il délibère à l'unanimité des membres présents de la délégation patronale et de la délégation personnelle.

Les missions de ce Comité Technique sont les suivantes :

- élaborer un règlement d'ordre intérieur qui devra être approuvé par le Comité de gestion dans les plus brefs délais;
- déterminer une méthode de calcul pour les interventions du Fonds en faveur des entreprises de l'industrie verrière;
- viser la coordination éventuelle des formations organisées par la Section elle-même, un organisme, les entreprises ou groupe(s) d'entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière;
- déterminer les types de formation entrant en ligne de compte pour le remboursement des frais;
- donner un avis technique et qualitatif sur les dossiers de demande de fonds;
- définir les normes et critères de remboursement des frais de formation et du soutien financier aux entreprises qui embauchent des demandeurs d'emploi émanant des groupes à risque;
- définir les normes et critères de remboursement des frais de formation professionnelle;
- développer les liens de collaboration avec d'autres fonds ou institutions;

Commission paritaire 115

Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

- pouvoir prendre des initiatives propres dans le cadre de l'objectif global assigné à la Section;
- agir au nom du Fonds auprès des instances européennes, nationales et régionales ou communautaires;
- agir au nom de la Commission paritaire de l'industrie verrière pour toute demande de reconnaissance dans le cadre du système du congé éducation payé.

Seront retenues les formations répondant aux critères définis ci-dessus qui auront été présentées à la délégation syndicale de l'entreprise demanderesse ou à défaut, aux permanents régionaux.

Le règlement d'ordre intérieur contenant et précisant les modalités d'interventions du Fonds sera à la disposition des entreprises auprès du secrétariat de la Fédération de l'Industrie du Verre.

CHAPITRE VII - CONTROLE

Article 21.

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 sur les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire de l'industrie verrière désigne un expert-comptable pour contrôler la gestion du Fonds. Celui-ci doit faire rapport auprès de la Commission paritaire de l'industrie verrière au moins une fois par an. En outre, il informe régulièrement le comité de gestion des résultats de son enquête et formule les recommandations qu'il juge nécessaires.

CHAPITRE VIII - BILAN ET COMPTES

Article 22.

L'exercice social du Fonds et de la Section s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les comptes de l'exercice social écoulé sont clôturés le 31 décembre de chaque année.

Le comité de gestion ainsi que l'expert-comptable désigné par la Commission paritaire de l'industrie verrière en vertu de l'article 21 de la présente convention, remettent chacun à la Commission paritaire de l'industrie verrière par écrit, un rapport concernant l'exécution de leur mission au cours de l'exercice social.

Le bilan, ainsi que les rapports annuels précités, doivent être soumis à l'approbation de la Commission paritaire de l'industrie verrière au plus tard dans le courant du deuxième trimestre de l'année civile.

CHAPITRE IX - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 23.

Le Fonds ne peut être dissous que par décision unanime de la Commission paritaire de l'industrie verrière. Celle-ci décide de la destination des biens et valeurs du Fonds, après acquittement du passif, et donne à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel ce Fonds a été créé.

Commission paritaire 115
Ouvriers et ouvrières de l'industrie du verre

La Commission paritaire de l'industrie verrière désigne les liquidateurs parmi les membres effectifs du comité de gestion et détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Paritair comité 115
Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie

FONDS VAN BESTAANSZEKERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 september 2019, gesloten in het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid en vaststelling van haar statuten en tot vaststelling van de RSZ bijdragepercentages die de werkgevers aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Glasnijverheid verschuldigd zijn

VOORWOORD

Artikel 1.

In toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, heeft het Paritair Comité voor het Glasbedrijf een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid, waarvan de statuten hierna worden vastgelegd.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 26 september 2019 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door één der partijen, mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter en aan de organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

Deze overeenkomst is het resultaat van de coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 september 1997, gesloten in het Paritair comité voor het Glasbedrijf, tot oprichting van een Fonds van Bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten (nr. 46462/CO/115), van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 januari 2015, gesloten in het Paritair comité voor het Glasbedrijf, waarin de RSZ-bijdragen die door de werkgevers verschuldigd zijn aan het Fonds van Bestaanszekerheid voor de Glasnijverheid worden vastgesteld op basis van artikel 4 van de CAO van 01.09.1997 betreffende de statuten van het Fonds (nr. 126176) en het aanvullend protocol bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 april 1987 tot oprichting van een Fonds van Bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten.

De huidige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft de twee collectieve arbeidsovereenkomsten die hierboven vermeld zijn op evenals het bovenvermelde aanvullend protocol.

Paritair comité 115
Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie
GECOÖRDINEERDE STATUTEN

HOOFDSTUK I - BENAMING EN ZETEL

Artikel 1.

Met ingang van 1 oktober 1987 wordt een Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht, "Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Glasnijverheid" genaamd, hierna genoemd het Fonds, waarvan de zetel gevestigd is Hoogstraat 26-28, 1000 Brussel.

HOOFDSTUK II - DOEL

Artikel 2.

Het Fonds verzekert de financiering, de toekenning en de vereffening van sociale voordelen vastgesteld door collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit, ten voordele van de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het voornoemd paritair comité en die lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal vlak zijn verbonden, alsook de financiering van de economische, sociale en technische vorming, georganiseerd door de ondertekenende partijen van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III - FINANCIERING

Artikel 3.

Het Fonds beschikt over de bijdragen en de patronale stortingen gestort door de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf en de opbrengst van de interesten van de kapitalen.

Artikel 4.

§1 Behalve anders vermeld, worden de bijdragen die de werkgevers moeten betalen berekend op de brutolonen van de arbeiders en arbeidsters bedoeld in artikel 2 die in België tewerkgesteld zijn.

Het brutoloon wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen die van kracht zijn voor het opstellen van de aangifteformulieren bestemd voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De bedragen van de bijdragen worden bepaald door het Paritair Comité voor het Glasbedrijf. Zij worden afzonderlijk geïnd.

§2 Vanaf 1 januari 2017, worden de bijdragen, berekend op de brutolonen van de arbeiders en arbeidsters bedoeld in artikel 2 die in België tewerkgesteld zijn, op jaarbasis als volgt vastgesteld :

- 0,50 % voor de vakbondspremies ;
- 0,065 % voor de vakbondsvorming ;
- 0,10 % voor de risicogroepen ;
- 0,55 % voor de beroepsopleiding.

Paritair comité 115

Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie

De hierboven bedoelde bijdragen zullen door de Rijksdienst voor sociale zekerheid voor het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Glasnijverheid op de volgende wijze geïnd worden :

- Eerste en tweede kwartaal van elk jaar : 1,22 % ;
- Derde en vierde kwartaal van elk jaar : 1,21 %.

Artikel 5.

§1 Wat de actieve werknemers betreft, moet het product van de bijdragen geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, overeenstemmen met de bedragen vastgesteld in artikel 4, § 2 van de huidige overeenkomst of met de bedragen vastgesteld bij collectieve ondernemingsovereenkomst, indien zij op dat ogenblik hoger liggen.

Er wordt derhalve afgesproken dat :

- indien het bedrag van de bijdrage geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid hoger is dan het bedrag van de verschuldigde patronale storting van een bepaalde onderneming, het verschil zal terugbetaald worden door het Fonds voor Bestaanszekerheid aan de betrokken onderneming, op haar verzoek;
- indien het bedrag van de bijdrage geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid lager is dan de bedoelde patronale storting, het verschil door de betrokken onderneming zal gestort worden aan het Fonds voor Bestaanszekerheid, op zijn verzoek.

§2 Wat de werknemers betreft die genieten van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag (voorheen prepensioen genoemd) , worden de patronale storting voorzien door de overeenkomsten aangegaan op het niveau van bepaalde ondernemingen, gehandhaafd.

Artikel 6.

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 7.

De administratiekosten van het Fonds worden jaarlijks vastgesteld door het beheerscomité, waarvan de samenstelling en de bevoegdheden in artikel 11 en volgende van deze overeenkomst zijn vastgelegd. Deze kosten worden gedekt door de renten van de kapitalen voortkomende van de storting van de bijdragen voorzien in de artikelen 3 en 4 en eventueel door een afhouding op deze bijdragen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door het Beheerscomité.

HOOFDSTUK IV - RECHTHEBBENDEN, TOEKENNINGS- EN UITKERINGSMODALITEITEN

Artikel 8.

De arbeiders en arbeidsters waarvan sprake in artikel 2 hebben recht op sociale voordelen waarvan het bedrag, de aard, de toekennings- en uitkeringsmodaliteiten worden bepaald op

Paritair comité 115
Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie

voorstel van het Beheerscomité via collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Comité voor het Glasbedrijf en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 9.

De vereffening van de sociale voordelen ten gunste van de arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie kan in geen geval afhankelijk worden gemaakt van de betaling van de bijdragen verschuldigd door de werkgevers en vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 4.

Artikel 10.

De uitbetaling van de sociale voordelen wordt toevertrouwd aan de V.Z.W. "Sociaal Fonds der Arbeiders van de Glasnijverheid", waarvan de statuten in het Belgisch Staatsblad van 4 maart 1965, onder het nr. 1017 bekendgemaakt werden.

HOOFDSTUK V - BEHEER

Artikel 11.

Het Fonds wordt beheerd door een Beheerscomité dat paritair samengesteld is uit vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties. Het Beheerscomité bestaat uit 12 effectieve en uit een gelijk aantal plaatsvervangende leden.

De helft van deze leden wordt aangeduid door een onder de leden van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, benoemd op voordracht van de beroepsorganisatie van de werkgevers, de andere helft van de leden wordt aangeduid door een onder de effectieve en plaatsvervangende leden van hetzelfde paritair comité die de werknemers vertegenwoordigen.

De leden van dit Beheerscomité worden aangesteld voor een periode gelijk aan deze van hun mandaat van lid van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

De plaatsvervangende leden vervangen de afwezige leden met dezelfde bevoegdheden.

De mandaten van effectief of plaatsvervangend lid eindigt door ontslag, overlijden, wanneer het mandaat bij het Paritair Comité voor het Glasbedrijf een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de verantwoordelijke organisatie. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van effectief of plaatsvervangend lid zijn hernieuwbaar, onder dezelfde voorwaarden als waaronder zij worden aangeduid.

Het mandaat van de leden van het Beheerscomité is onbezoldigd.

Artikel 12.

De beheerders van het Fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in het kader der verbintenissen van het Fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheerder dat zij hebben ontvangen.

Paritair comité 115

Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie

Artikel 13.

Elk jaar kiest het Beheerscomité onder de leden behorend tot de afvaardiging van de werkgevers een voorzitter en twee ondervoorzitters onder de leden behorend tot de afvaardiging van de werknemers. Het duidt eveneens de persoon(personen) aan die met het secretariaat wordt(worden) belast.

Artikel 14.

Het Beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide rechten en machten voor het beheer en de administratie van het Fonds en voor de verwezenlijking van zijn doel, zonder nochtans te schaden aan de wettelijke bepalingen of aan deze welke door de statuten worden voorbehouden aan het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

Artikel 15.

Het Beheerscomité vergadert minstens éénmaal per jaar, in de zetel van het Fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op aanvraag van minstens de helft van de leden van het Beheerscomité of op aanvraag van één van de vertegenwoordigde organisaties.

Artikel 16.

Het Beheerscomité kan slechts geldig beslissen in aanwezigheid van minstens de helft van de leden behorende tot de werknemersafvaardiging en minstens de helft van de leden behorende tot de werkgeversafvaardiging.

Artikel 17.

De beslissingen worden met éénparigheid van uitgebrachte stemmen genomen. Alleen de effectieve en plaatsvervangende leden zijn stemgerechtigd. Het Beheerscomité stelt een huishoudelijk reglement op dat de modaliteiten van zijn werking nader omschrijft.

HOOFDSTUK VI - SECTIE "BEROEPSOPLEIDING"

Artikel 18.

Teneinde de tewerkstelling en de vorming van risicogroepen en de beroepsopleiding van arbeiders en arbeidsters tijdens de werkuren zoals bepaald in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997 betreffende de werkgelegenheidsakkoorden, de risicogroepen en het conventioneel brugpensioen in 1997 en 1998 te organiseren, wordt de sectie "Beroepsopleiding", hierna de Sectie genoemd, opgericht.

Commentaar :

Normaliter gaat deze vorming door gedurende de werkuren. Nochtans, ingeval deze buiten de werkuren doorgaat, zal compensatieverlof, te verrekenen op de normale werktijd, worden toegestaan.

De Sectie wordt onder het bestuur van het Fonds gebracht.

Het beheerscomité van het Fonds beheert de Sectie en stelt de werkings- en beheersregels van de Sectie vast.

Paritair comité 115
Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie

De boekhouding van de Sectie en die van het Fonds zijn totaal gescheiden.

Aan het einde van het kwartaal stort het Fonds de bijdragen bepaald in artikel 4 § 2 of voorschotten op deze bijdragen die door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de Sectie worden gestort.

De administratie van de Sectie wordt toevertrouwd aan de VZW Verbond van de Glasindustrie. De administratieve kosten die van de inkomsten moeten worden afgetrokken worden in het jaarlijks budget bepaald.

Artikel 19.

De Sectie heeft als doel :

- het financieren van de initiatieven voor de vorming en de tewerkstelling ten gunste van de risicogroepen;
- het bevorderen en het financieren van de beroepsopleiding van de arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie.

Dit doel mag op alle manieren worden bereikt : de Sectie mag gelijk welke handeling verrichten die met dit doel verband houdt en zijn bijdrage op de meest doeltreffende manier toevertrouwen aan de instituten en ondernemingen die hetzelfde doel nastreven.

De Sectie mag alle roerende en onroerende goederen bezitten of verwerven die noodzakelijk zijn om haar doel te verwezenlijken en een zaak aanspannen.

Artikel 20.

In de schoot van de Sectie wordt een Technisch Comité opgericht. Het Beheerscomité van het Fonds bepaalt de regels inzake samenstelling en werking.

Het Technisch Comité is paritair samengesteld uit 6 effectieve en 6 plaatsvervangende leden. Het deliberaert met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden van de patronale en de personeelsdelegatie.

De opdrachten van het Technisch Comité zijn de volgende :

- een huishoudelijk reglement opstellen dat zo spoedig mogelijk door het Beheerscomité moet worden goedgekeurd;
- een berekeningsmethode bepalen voor de tussenkomsten van het Fonds ten gunste van de ondernemingen van de glasindustrie;
- de eventuele coördinatie beogen van opleidingen georganiseerd bij de Sectie zelf, een organisme, de ondernemingen of ondernemingsgroep(en) die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf;
- de opleidingstypes bepalen die in aanmerking komen voor het terugbetalen van de kosten;
- technisch en kwalitatief advies geven over de dossiers die steun vragen;

Paritair comité 115
Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie

- normen en criteria bepalen voor de terugbetaling van de opleidingskosten en van de financiële steun aan de ondernemingen die werkzoekenden uit de risicogroepen aanwerven;
- normen en criteria bepalen voor de terugbetaling van de kosten voor beroepsopleiding;
- de samenwerkingsbanden met andere fondsen of instituten ontwikkelen;
- eigen initiatieven nemen in het kader van het globale doel dat aan de Sectie wordt toegewezen;
- handelen in naam van het Fonds bij de Europese, nationale en regionale of communautaire instanties;
- handelen in naam van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf voor elke aanvraag om erkenning in het kader van het systeem van het betaald educatief verlof.

Opleidingen die beantwoorden aan de hierbovenvermelde criteria die aan de syndicale delegatie van de vragende onderneming of bij ontstentenis, aan de regionale vrijgestelden voorgelegd werden, zullen worden weerhouden.

Het huishoudelijk reglement waarin de modaliteiten van de tussenkomsten worden verduidelijkt zal ter beschikking zijn van de ondernemingen bij het Verbond van de Glasindustrie.

HOOFDSTUK VII - CONTROLE

Artikel 21.

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Comité voor het Glasbedrijf een expert-boekhouder aan om het beheer van het Fonds te controleren. Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Comité voor het Glasbedrijf. Bovendien licht hij het Beheerscomité regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoek en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VIII - BALANS EN REKENINGEN

Artikel 22.

Het sociale dienstjaar van het Fonds en van de Sectie loop van 1 januari tot 31 december. De rekeningen van het verlopen sociaal dienstjaar worden op 31 december van elk jaar afgesloten.

Het Beheerscomité, evenals de door het Paritair Comité voor het Glasbedrijf krachtens artikel 21, aangeduide expert-boekhouder, overhandigen elk aan het Paritair Comité voor het Glasbedrijf een schriftelijk verslag betreffende de uitvoering van hun opdracht tijdens het verlopen sociaal dienstjaar.

De balans, evenals de voornoemde jaarlijkse verslagen, moeten uiterlijk in de loop van de tweede kwartaal van het burgerlijk jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor het Glasbedrijf worden voorgelegd.

Paritair comité 115
Arbeiders en arbeidsters van de glasindustrie
HOOFDSTUK IX - ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 23.

Het Fonds kan slechts worden ontbonden door een éénparige beslissing van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf. Dit laatste beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Fonds na betaling van het passief en geeft aan deze goederen en waarden een bestemming die in overeenstemming is met het doel waartoe het Fonds werd opgericht.

Het Paritair Comité voor het Glasbedrijf duidt de vereffenaars aan onder de effectieve leden van het Beheerscomité en bepaalt hun machten en hun verloning.
